

Anthropologie des enjeux de la violence chez lagunaires de Côte d'Ivoire

Mel Meledje Raymond

*Université de Bouaké – Département d'Anthropologie et de Sociologie
08 B.P. 1033 ABIDJAN 08
Email: m_meledje07@yahoo.fr*

Résumé

*Le projet d'une Côte d'Ivoire nouvelle suscite particulièrement dans les communautés lagunaires une dynamique de transformation des ordres sociaux (institutions, idéologie des classes d'âge, matrilinearité) face aux nouveaux enjeux qui mobilisent les populations (démocratie, développement, bien-être des populations, respect des institutions, création de nouvelles richesses, etc.). L'analyse socio-anthropologique de la micro-violence dans ces communautés à travers ces ordres sociaux et leur transformation, la justification des indices d'expression de la violence et les enjeux de celle-ci dans la transformation sociale, révèle que la violence en «'inscrivant » dans ce processus comme un désordre apparent (**Gbudzu-gbudzu**), mieux comme un moyen de passage de l'ordre ancien à l'ordre nouveau, est au surplus le thermostat dans la bonne marche de la transformation sociale pour un mieux être.*

Mots-clés: *Micro-violence, matrilinearité, classes d'âge, développement, conflit, désordre, transformation,*

Introduction

Dans la littérature des sciences sociales relatives à la Côte d'Ivoire, depuis la crise sociopolitique qui a débuté en 1999, l'on constate un intérêt croissant pour la macro violence (Akindès 1990; Akindès 2003; Akindès 2004; Konaté 2004; Bouquet 2005; Langer 2005; Collett 2006; Marshall-Fratani 2006). Mais, pour comprendre les dynamiques de la macro-violence, l'on ne peut minorer l'importance des micro-violences, c'est-à-dire des expressions de violence socialement et/ou géographiquement circonscrites. Dans le contexte ivoirien l'analyse des micro-violence s'est surtout polarisée sur les enjeux du conflit foncier dans la partie Ouest (Chauveau 2000; Chauveau, Pape et al. 2001; Chauveau 2003; Ibo 2006; Sissoko and Goh 2006; Vanga and Affou 2006) avec une forte implication des jeunes (Chauveau 2003; Ibo 2006) et dans une moindre mesure

Le village de Songon-Mbratté (village Ebrié) a maille à partir avec celui de Tabot (village Ahizi), quelques années après l'indépendance de la Côte d'Ivoire.

La délimitation des frontières lagunaires a été remise en cause par des jeunes pêcheurs Ebrié de Songon-Mbratté. Ceux de Tabot trouvent que les repères sont bien à leur place et qu'il ne faudrait pas les déplacer. La discussion entre jeunes pêcheurs Ebrié et Ahizi tourne bien vite en palabre, puis en rixe. Dans la foulée, les pêcheurs Ahizi emmènent avec eux un pêcheur Ebrié. Les habitants de Songon-Mbratté l'ayant appris, descendent sur la lagune, la traversent et détruisent le campement de Ndjém qui était sous le contrôle des Ahizi de Tabot. Devant cette provocation, les villages Ahizi de Koko et d'Allaba s'invitent au côté de Tabot dans la bataille engagée avec Songon-Mbratté. La charge de violence libérée par les Ahizi sur la lagune oblige les Ebrié à se replier chez eux. Plus tard la conciliation entamée par les anciens Ebrié et Ahizi a permis une visibilité plus grande des frontières lagunaires. Mais les relations entre les Ebrié de Songon-Mbratté et les Ahizi de Tabot sont jusqu'aujourd'hui empreintes de méfiance.

Au niveau du développement : problème économique et de leadership

Bien avant la crise ivoirienne (2002), la construction d'un marché vaste et moderne divise les Ebrié de Songon-Dagbé et de Songon-Agban. Auparavant, le seul marché de Songon-Agban accueillait, le jour du marché (le dimanche), les vendeuses de poisson du littoral lagunaire et maritime, les ouvriers agricoles des plantations industrielles de banane particulièrement des forêts de Songon et les ménages des villages de Songon-Kassemgré, Songon-Dagbé, Songon-Té, Songon-Agban, Songon-Mbratté, Abiaté et même de Dabou. L'espace marchand s'avère aujourd'hui restreint pour tant de monde. Avec la création de la commune de Songon, il a été jugé bon de délocaliser le marché en un lieu plus vaste et plus sécurisé. Et voilà que le nouveau marché construit à Songon-Dagbé n'est pas du goût de bon nombre des populations, *a fortiori*, celle de Songon-Agban. L'instigateur principal du refus, Songon-Agban est mal vu par son voisin Songon-Dagbé.

La crise entre ces deux villages trouve son point culminant lors de la négociation entamée par la nouvelle municipalité. De la salle de réunion avec des procès d'intention et de la violence verbale et physique aux villages, la crise s'amplifie.

Le village de Songon-Agban fait construire à ses dépens des hangars modernes sur son marché pour abriter les commerçants. La fidélité des commerçants au marché de Songon-Agban accroît l'abandon du marché de Songon-Dagbé et ravive la haine entre ces deux villages.

Dans le même élan de crises qui secouent les villages Ebrié lagunaires de

notre champ d'étude, la nouvelle mairie des Songon construite à Adiapoto- 1 est même abandonnée par les nombreux désaccords manifestés avec violence entre eux au profit des anciens bureaux de la SAPH (société africaine de plantations d'hévéa) à Anguédédou.

2-2-4 - Chez les Alladian

Au niveau des relations entre communautés : non respect des lois de cohabitation

Les relations entre la communauté villageoise autochtone de Sassako et celle étrangère du campement béninois situé sur le territoire villageois de Sassako ne sont pas au beau fixe. Les nombreuses palabres entre communautés ont d'ailleurs été à l'origine de leur séparation. Maintenant qu'elles vivent "*pas trop près ni pas trop loin*" l'une de l'autre, pensions-nous qu'elles s'entendraient mieux ; mais bien au contraire, ce sont des palabres et des conflits à la moindre occasion entre les générations : celle des adultes pendant les activités de pêche et celle des écoliers sur le chemin de l'école. Devenue une commune aujourd'hui (2008), le village-commune de Sassako souhaite l'installation d'une brigade de gendarmerie ou d'une police nationale pour faire respecter les lois de cohabitation et assainir les environs. En attendant, la méfiance est de mise entre ces deux communautés.

Au niveau du développement: revendication non contrôlée et problème de délocalisation

L'installation de la société de râpage de noix de coco, SICOR à Jacquville bien avant la crise ivoirienne faisait de cette ville à la fois un pôle d'emploi régional et un instrument économique important pour les populations du littoral. Mais comme par enchantement, la crise qui frappait la Côte d'Ivoire toute entière l'a aussi affectée: un violent mouvement ouvrier de revendication de salaire et de conditions de travail (incendie des locaux) s'est soldé par le licenciement d'une partie du personnel, bagarre en chaîne entre les ouvriers, fermeture de l'usine de Jacquville et enfin délocalisation à Grand-Lahou. Le littoral Alladian connaît aujourd'hui un crucial problème d'emploi, puisque même la nouvelle usine d'extraction de pétrole installée récemment au large de Jacquville ne peut servir de sauvetage : elle n'emploie que des ouvriers hautement qualifiés et le plus souvent venus d'ailleurs ; les ouvriers autochtones qualifiés ou non sont très peu nombreux.

Bref, au regard des cas rapportés, les opportunités de distanciation à la violence (*Gewalt*) dans les communautés lagunaires sont nombreuses. Et elles

expriment tantôt le non-respect des lois de cohabitation, les conflits fonciers et frontaliers, tantôt la remise en cause de l'autorité des anciens et les problèmes de leadership, tantôt des revendications non contrôlées de salaires et d'instruments économiques, tantôt une démocratie mal comprise.

De la sorte, en s'inscrivant dans des situations historiques des lagunaires, la violence s'ancre dans la mémoire collective et rend sa résolution difficile (*morts d'hommes*). Par conséquent, ce qu'elle veut enseigner n'est plus entendu par la partie adverse. Alors elle devient destructrice de la communauté, surtout qu'elle ne connaît pas le moment alchimique qui la transforme en force qui rétablit l'ordre⁸. Ainsi, ces problèmes évoquées à travers les constats et les opportunités de distanciation à la violence, les lagunaires cherchent à se réinventer (S. Berstein et M. Winock, 2003) dans une Côte d'Ivoire nouvelle d'économie de marché et de droit ; mais une réinvention tout de même risquée (F. Akindès, 2007).

En effet, pendant longtemps, nombre de ces communautés de pêcheurs comme les Ahizi ne se contentaient que d'activités de pêche. L'agriculture n'était pratiquée que secondairement comme culture de subsistance pour la famille.

Mais voilà que l'hévéaculture en se développant dans la région provoque aussi des changements ou renversements de situation importants: de la primauté accordée hier à la pêche, les lagunaires pénètrent aujourd'hui le continent et font de l'agriculture leur principale activité pourvoyeuse de richesse.

Mais la brutalité avec laquelle ils s'accaparent les terres soient-disant restantes ou s'en réclament la propriété accroît l'hostilité entre eux. De même les structures de développement ou d'appui économique que la Côte d'Ivoire nouvelle inaugure dans la région deviennent objets de lutte et de violence.

Mais la lutte (*Kamp*) et la violence (*Gewalt*) ne sont jamais pensées sans ce rapport au droit qui les transfigure (Azoumana Ouattara, 2007). Dans le cas d'espèce, le droit (dans les sociétés traditionnelles) serait ce qui légitime la propriété ou l'acquisition du premier occupant. Alors, les problèmes frontaliers seraient résolus sans violence par les contractants ou les témoins d'alors.

Or ce qui est donné de constater aujourd'hui semble être dans bien des cas une remise à flot des acquis d'hier ; ce qui engendre une course effrénée et une brutalité dans l'occupation parce qu'également les liens historiques ont été déliés au profit d'intérêts égoïstes ou individuels.

3-Les enjeux de la violence dans la transformation sociale

Dans les cas rapportés, les causes de la violence ne sont pas perceptibles au moment des faits.

8 Cf. Colliot-Thélène C, « Violence et contrainte », in *Lignes*, n°25, mai, 1995.

Leur latence et leur enracinement socioculturel créent des îlots de tension dont l'éclosion constitue ce qu'il est convenu d'appeler *violence*.

Mais quelque soit l'impact de cette violence sur les individus ou sur les groupes, ceux-ci sont à la fois "auteurs et victimes".

Ainsi, la relation de causalité se fait de plus en plus sentir même dans les termes ou les expressions qui expriment la violence – *Nótchu cru-cru, Gnanaké gbudzu-gbudzu ; Ongn gbudzu-gbudzu ; Adi, Adusan* et fait plus penser à une **réaction**. Cette réaction si brutale soit-elle est le plus souvent l'œuvre des jeunes générations qui se propulsent au-devant de la scène ; ce qui fait d'eux les principaux acteurs des nouveaux enjeux.

De la sorte, si la violence chez les lagunaires a été perçue comme *domination, trafic d'influence et d'autorité et soumission*, mais son but pour les nouveaux enjeux est plutôt d'amener le récalcitrant ou le résistant à changer de comportement, de mode de vie et à entrer dans l'ordre nouveau que de rechercher uniquement son anéantissement même si dans l'exercice de la violence la mesure n'est pas toujours dictée.

Donc, en produisant de la violence qui manifeste un désordre apparent dans ces communautés, les jeunes générations ouvrent la voie au changement et aux nouveaux enjeux par un nouvel ordre.

Ces enjeux sont pour les lagunaires : démocratie, bien-être des populations, respect des lois et des organisations, de la chose publique et privée, paix et développement. De la sorte, le désordre et l'ordre comme indicateurs du processus d'ouverture (III-1) aux nouveaux enjeux (III-3) par des mutations profondes (III-2) méritent aussi d'être analysés.

3-1- Désordre et Ordre

"Vous remettez toujours en cause nos décisions ! Et cette fois cela ne se passera pas comme vous l'entendez !", déclare le doyen d'âge au nom des anciens du village d'Agbaille¹⁰ aux jeunes générations.

La tradition est communément admise comme génératrice de continuité ; elle exprime la relation au passé et sa contrainte ; elle impose une conformité résultant d'un code du sens et donc des valeurs qui régissent les conduites individuelles et collectives transmises de génération en génération.

Elle est un héritage qui définit et entretient un ordre en effaçant l'action transformatrice du temps.

9 Voir également Françoise Ngendahayo (1997).

10 Voir plus haut ; Agbaille est un village odjoukrou de nouvelle Commune de Toupa.

Elle ordonne dans tous les sens et pèse sur le cerveau des hommes comme une 'obsession' (G. Balandier, 1988 : 36). Les choses doivent donc se passer comme l'entendent les anciens !

Mais, ces décisions qui ordonnent et marquent le sens inaltérable des choses sont génératrices de désordre dans l'histoire nouvelle des jeunes générations.

Ainsi, ces dernières utilisent la force et la violence pour s'imposer et s'exprimer ou dire aux anciens que les temps et les expériences ont évolués, qu'un nouvel ordre des choses est établi.

Ce qui revient à dire que pour les jeunes générations la tradition en voulant donner forme et sens au présent devient source de désordre.

Alors, croyons-nous que les anciens n'ont-ils pas une conscience claire de la présence du désordre et du péril d'immobilisme qui empêcherait toute marche en avant ? Ils en ont bien conscience, mais les dispositions du nouvel esprit et les moyens conséquents leurs manquent. C'est pourquoi nous redit Balandier : "*a tradition n'est ni ce qu'elle semble être, ni ce qu'elle dit être ; les anthropologues le savent désormais*" (1988).

- "*Si vous ne voulez pas accepter nos nouvelles lois, il vaut mieux entrer chez vous !*", intimement les jeunes générations du village d'Allaba¹¹aux membres de la communauté étrangère récalcitrants ou résistants au nouvel ordre.

Né du désordre, l'ordre nouveau doit se "*traditionnaliser*" pour se maintenir et s'équilibrer. Ainsi, si la force des jeunes générations provient du travail antérieur des anciens comme texte ou comme patrimoine sur lequel elles veulent bâtir l'avenir, la brutalité avec laquelle elles enseignent ce nouvel ordre doit faire plutôt place à la modération afin de comprendre elles-mêmes le difficile passage qu'elles commandent aux étrangers.

En effet, habitués à respecter l'ordre ancien, ces étrangers entrent brusquement dans le chaos ou le point zéro (*ut-topos*) de renaissance où se conjuguent ordre, désordre et violence pour donner naissance à un nouvel ordre pour de nouveaux enjeux. Bref, comme l'avert et le revers d'une médaille, l'ordre et le désordre sont indissociables dans la dynamique même de la société.

"Dans une société de tradition qui se définit elle-même en termes d'équilibre, de conformité, de stabilité relative, qui se voit comme un monde à l'endroit, le désordre devient une dynamique négative engendrant un monde à l'envers. Il n'est pas pour autant ignoré que l'inversion de l'ordre n'est pas son renversement (...)", dit G.Balandier (1988).

3-2- Mutations ou nouveaux enjeux dans la transformation sociale

- *La construction d'un nouveau château d'eau plus grand et moderne est nécessaire parce que la population s'accroît et que le village s'étend.*
- *L'hévéaculture et la culture du palmier en plein essor ont fini par séduire les lagunaires devenus plutôt des agriculteurs que des pêcheurs. Mais l'occupation des terres se fait avec violence.*
- *Les habitants du village de Songon-Agban refusent le projet de délocalisation de leur marché pour Songon-Dagbé où l'espace et la sécurité sont acceptables et suffisants pour accueillir les villages voisins. Ce refus crée de l'animosité entre voisins (Songon-Dagbé et Songon-Agban).*
- *La gestion du bac-navette à péage de Jacqueville est revendiquée par les communes de Sassako et de Tabot, parce qu'opérant sur leur espace commun. Les revendications à titre exclusif se font avec violence.*
- *- La paix entre les communautés villageoises.*
- *Respect et bon usage des institutions ou structures de développement : nouveau découpage administratif (conseil général, préfecture, sous-préfecture, commune) et regroupements conséquents.*
- *La démocratie se veut aussi un instrument pour résorber de beaucoup les conflits tribaux et régionaux et favoriser la mobilité des populations dans une Côte d'Ivoire nouvelle. Mais voilà qu'elle crée chez certains une mentalité de rejet, d'exclusion et de recentrement.*

Ces enjeux nouveaux (déjà relevés plus haut) s'inscrivent dans les processus de transformation ou de mutation des ordres sociaux de la région lagunaire comme "bouleversement des systèmes" (Roger Bastide, 1969). En effet, les termes de mutation et de transformation (au sens sociologique) s'inscrivent dans un champ sémantique plus élargi incluant en quelques manières : changement, évolution, révolution, développement, modernisation, etc.

Ils servent le plus souvent à exprimer les différences qui apparaissent par rapport à la stricte répétition des formes sociales ; les uns soulignant la pertinence d'une identité fondamentale malgré les modifications apparentes, les autres la rupture (G.Balandier, 1971 et 1986) et non la destruction.

C'est pourquoi le mouvement des ouvriers de la SICOR de Jacqueville a été réprimé sévèrement : licenciement et délocalisation. C'est aussi pourquoi, en parlant de mouvement social plutôt que conscience de classes A.Touraine (1992) préfère un acteur collectif dont une orientation majeure est la défense du sujet, la lutte pour les droits et la dignité des travailleurs.

Ce mouvement était réservé aux ouvriers qualifiés, défenseurs du travail et de

l'autonomie des ouvriers, comme celui de la SICOR (mouvement des syndiqués et qualifiés). De la sorte, pour A. Touraine, *“un mouvement social est à la fois un conflit social et un projet culturel. Cela est vrai de celui des dirigeants comme de celui des dirigés. Il vise toujours à la réalisation des valeurs culturelles en même temps qu'à la victoire sur un adversaire social. Une lutte revendicative n'est pas en elle-même un mouvement social ; elle peut être défense corporative, utilisation de la conjoncture sur le marché du travail, pression politique même.*

Pour qu'elle devienne mouvement social, il faut qu'elle parle au nom de la société industrielle et s'en fasse le défenseur contre ses propres adversaires. Pas de mouvement social dans la société industrielle tant que les ouvriers s'opposent à l'industrialisation, cassent les machines ou résistent à des techniques nouvelles, même quand c'est pour des raisons importantes et légitimes, dès lors que ces techniques menacent leur emploi ; pas de mouvement social non plus si l'action syndicale n'est pas positivement dirigée vers le renforcement de l'autonomie ouvrière et ne bat pas, en particulier, la brutale affirmation des patrons tayloristes : on ne paie pas pour penser” (1992 : 279).

Bref, les enjeux nouveaux (démocratie, bien-être, respect des lois et des institutions, paix et développement) nécessitent des changements. Et la violence consécutive comme moyen contraignant certes, à l'avènement du nouvel ordre, est le thermostat de la bonne marche dans la transformation ou la mutation sociale.

Pour ainsi dire, les nouveaux enjeux mobilisent, orientent et éclairent le processus de transformation sociale pour un mieux être dont la place de la violence est déterminante.

Conclusion

Au terme de notre analyse, il apparaît que la violence dans les communautés lagunaires a pris du regain et une intensité inhabituelle parce que les amarres sont jetées, les liens déliés (la matrilinearité est récusée et le système des classes d'âge agonie) et les enjeux attrayants. Les indices d'expression de cette violence ont d'abord révélé des similitudes langagières éloquentes du fait d'une longue cohabitation des communautés ; ensuite, elle a insisté sur l'intensité de la violence due à l'émergence de nouveaux enjeux (démocratie, développement local, communalisation, respect des institutions et des personnes, bien-être social) et des sources nouvelles de création de richesses (hévéaculture, bac à péage, emploi salarié). Les implémentations rapportées de la distanciation à la violence ont aussi révélé une brutalisation des communautés dans l'occupation des terres dites inoccupées ou celles que l'histoire commune a réservées à leur intention et de la remise en cause des acquis d'hier dont les règles de la matrilinearité et l'idéologie

des systèmes des classes d'âge. Mais l'analyse socio-anthropologique de la micro-violence dans les communautés lagunaires a plutôt révélé la violence non seulement comme un moyen de passage de l'ordre ancien au nouvel ordre, mais davantage comme le thermostat de la bonne marche de la transformation sociale pour un mieux être. Au surplus les enjeux attrayants ouvrent le chantier social, économique et politique d'une réinvention risquée des populations lagunaires à une Côte d'Ivoire nouvelle. Ainsi revient-il aux lagunaires de se maintenir dans cette réinvention en se réappropriant réellement les instruments.

Bibliographie

- Akindès (F), 2003, "Côte d'Ivoire: socio-political crises, ivoirité and the course of history", in *African Sociological Review* 7 (2):11-28
- Akindès (F), 2007, "La crise ivoirienne ou la réinvention risquée d'une nation", in *Repères "International"*, Penser la crise ivoirienne, Paris, Editions Menaibuc-France, novembre.
- Allou Kouamé (R), 2002, Histoire des peuples de civilisation AKAN, des origines à 1874, Thèse de Doctorat d'Etat, T.II, Abidjan, Université de Cocody.
- Augé (M), 1962, Le rivage alladian, organisation et évolution des villages alladian, Paris, Mémoire de l'ORSTOM, n°34.
- Augé (M), 1968, "Temps et société : le cas de la société alladian", in *Cahiers ORSTOM, Serie Sciences Humaines*, vol., n° 3.
- Azoumana Ouattara, 2007, "La crise du monopole de la violence instrumentale en Côte d'Ivoire", in *Repères "International"*, Penser la crise ivoirienne, Paris, Editions Menaibuc-France, novembre.
- Balandier (G), 1988, Le désordre, Eloge du mouvement, Paris, Fayard.
- Bastide (R), 1969, "Les problèmes des mutations religieuses", in *Cahier international de sociologie*, vol. XLVI.
- Berstein (S) et Winock (M), 2003, L'invention de la démocratie, Paris, Seuil.
- Chauveau (JP), 2000, "La question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire", in *Politique Africaine* (78) : 94-125.
- Chauveau (JP), 2003, "Crise forestière, crise de la ruralité et relations entre autochtones et migrants sahéliens en Côte d'Ivoire" in *Conflict and Policy in the Mano River region and Côte d'Ivoire : the regional stakes for stability and reconstruction*, Paris, OCDE.
- Colin (JP), 1990, Les mutations d'une économie de plantation en basse

Côte d'Ivoire, Paris, ORSTOM.

- Collett (M), 2006, "Ivoirian identity constructions: Ethnicity and Nationalism in the prelude of civil war", in *Nations and nationalism* 12 (4) : 613-629.
- Colliot-Thélène (C), 1995, "Violence et contrainte", in *Lignes*, n°25, mai.
- Diabaté (H), 1988, *Eglise et société africaine, Paroisse St Pierre de Jacqueville, un siècle d'apostolat*, Abidjan, Les nouvelles Editions
- Ibo Guéhi (J), 2006, "Retraits des terres par les jeunes autochtones sur les anciens fronts pionniers de Côte d'Ivoire : expression d'une crise de transition intergénérationnelle", Colloque international sur Les frontières de la question foncière- At the frontier of land issues, Montpellier, 2006, Montpellier-IRD.
- Loukou (JN), 1984, *Histoire de la Côte d'Ivoire, Formation des peuples*, Abidjan, CEDA, T.1.
- Marshall-Fratani (R), 2006, "The war of "Who si Who" : autochtony, nationalism and citizenship in the Ivorians crisis", *African Review*.
- Mel Meledje (R), *Anthropologie des étrangers et des mutations du vivre-ensemble dans les sociétés lagunaires (alladian , ahizi, Kyaman, odjoukrou)*, à paraître.
- Memel Foté (H), 1980, *Le système politique de Ladjoukrou, une société lignagère à classes d'âge de Côte d'Ivoire*, Paris, Abidjan, Dakar, Lomé, Présence Africaine et les Nouvelles Editions Africaines.
- N'guendahayo (F), 1997, "Jeunesse et culture de paix : crise urbaine, jeunesse et violence", in *Conflits actuels et culture de paix, Actes du colloque d'Abidjan*, Abidjan, PUCI.
- Touraine (A), 1992, *Crise de la modernité*, Paris, Fayard.
- Wieviorka (M), 2004, *La violence*, Paris, Editions Balland.